LES Jeunes socialistes

KIT DE SURVIE POUR LES FÊTES !

Les munitions verbales pour débattre sans dégât (ou presque) !

Les fêtes de fin d'année approchent. À cette occasion, nous allons être nombreuses et nombreux à nous retrouver en famille autour de la table. Il est fort possible que vous soyez en face de votre oncle "pas raciste mais.." ou de votre cousine "ni de gauche ni de droite". En cas de discussion politique imprévue entre le fromage et le dessert, il est possible de ne pas savoir quoi répondre ou d'être pris.e de court.

C'est ici que ce petit guide entre en scène. L'objectif est de donner des éléments de réponse à certaines phrases convenues que nous entendons régulièrement. En espérant que ce petit guide puisse vous aider à trouver les mots lors de discussions qui peuvent être agitées ou intenses.

Il est important de rappeler que les réunions de familles peuvent parfois être des moments difficiles. Pour celleux dont les foyers ne sont pas propices aux conversations saines ou même aux réunions de fin d'années, ce guide peut évidemment être utile dans bien d'autres situations. Vous n'êtes pas seul.e.s. et les Jeunes socialistes ont à cœur de vous entourer.

IMMIGRATION

“On donne des logements gratuits aux migrants mais on fait rien pour nos SDF.”

Le sans-abrisme concerne tout le monde, y compris les personnes étrangères. En France, il y a environ 350 000 personnes sans domicile (de nationalité française ou non). L’accueil d’urgence ou des logements attribués à des personnes précaires (étrangers ou non) ne sont pas des cadeaux sans conditions ; cela coûte à l’État, mais cela relève d’une politique de solidarité et d’insertion. La précarité du logement ne se divise pas en « bons » ou « moins bons » bénéficiaires selon la nationalité. Les politiques sociales doivent viser la dignité de tous. Ce n’est pas “migrants vs. SDF français", mais “personnes précaires contre politique de l’exclusion”.

“Ils viennent en France pour profiter des allocs.”

Fake news ! Contrairement à l’idée reçue et véhiculée par la droite et l’extrême-droite, les demandeurs d’asile et les migrants en situation irrégulière ne peuvent prétendre aux allocations familiales ou au RSA qu’après un titre de séjour depuis 5 ans, ou s’ils ont le statut de réfugié.

D’ailleurs même si les demandeurs d’asile reçoivent une aide, celle-ci est très modeste (environ 200€ par mois pour une personne seule). Ce mythe « d’appel d’air » relayé sans cesse par le RN est démentis par de nombreuses études montrant que les migrations ne sont pas principalement motivées par les « allocs ». Les réfugiés ne choisissent pas de fuir dans un pays en fonction de leurs prestations.

Tous ces clichés sont très largement simplificateurs. Beaucoup de migrants vivent dans des conditions précaires, et les aides auxquelles ils ont accès sont souvent modestes, soumises à des conditions, et pas systématiques. Par ailleurs, les politiques devraient miser sur l’inclusion, pas la stigmatisation.

“Je suis pas contre l’immigration mais là on en accueille trop”

Dire que l’on accueille trop masque un vrai problème. Ce n’est pas toujours une question de “trop d’immigration”, mais de manque de moyens pour l’accueil, l’hébergement, l’accompagnement. C’est parce qu’il n’est pas donné les moyens aux personnes migrantes de s’intégrer, de travailler, d’avoir un logement, qu’ils sont plongés dans la pauvreté et ne peuvent s’intégrer.

D’ailleurs, l’impact des migrants sur les dépenses sociales n’est pas suffisant pour justifier une politique de rejet sur ce seul critère. Beaucoup d’immigrés travaillent, cotisent, participent à la vie économique. Certains sont même utilisés par des employeurs malintentionnés afin de disposer d’une main d'œuvre moins payée.

EXTRÊME-DROITE

“On a jamais essayé !”

Commençons déjà par une bonne nouvelle : oui le RN n’a jamais exercé le pouvoir en France mais reste une force d’opposition qui a gagné en influence ces dernières années.

Ce parti a été fondé par des anciens Waffen-SS. Il faut le rappeler. Par ailleurs, on peut regarder ce que produisent les gouvernements d’extrême droite ailleurs. Lorsqu’ils accèdent au pouvoir, le bilan est plus que contrasté : gains marketing ou stabilisation macroéconomique ponctuelle mais aussi une atteinte grave sur les droits, les libertés et la protection des minorités. Les alliés du RN aujourd’hui : Donald Trump aux USA, Giorgia Meloni en Italie ou Viktor Orban en Hongrie. Ces pays ont déjà essayé et les gens s’en mordent les doigts. La démocratie est mise à mal.

La question n’est pas d’essayer ou non mais de peser les conséquences pour les droits, la solidarité et l’État-social. Essayer l’extrême droite au pouvoir n’est pas une expérience innocente. Quand l’extrême droite gouverne, il y a des dérives sur les droits et la cohésion. Avant d’essayer, demandons-nous : à qui cela profiterait-il vraiment ? En réalité, ce sont aux plus riches et à ceux pour qui tout va déjà bien dans la société.

“Bardella, il parle aux jeunes et il est bon en débat !”

Alors oui, Bardella a travaillé sa communication, ses réseaux en se filmant manger des bonbons ou des gâteaux. Mais la capacité de séduction ≠ qualité du projet : il faut analyser le contenu politique (immigration, droits, Europe, économie) et ses conséquences concrètes. Et concernant les débats, dire qu’il est bon revient à revoir notre standing oratoire. Il sait parler mais à quoi bon si les propositions fracturent la société ? Il ne faut pas se fier aux apparences : si Jordan Bardella veut être le gendre parfait, c’est parce qu’il cache d’autres choses (spoiler : une politique réactionnaire).

“On vivait mieux avant !”

La nostalgie occulte souvent des progrès réels (sécurité sociale, droits du travail, accès universel à l’école et à la santé) qui ont été conquis par des majorités de gauche. En revanche, la perception du « c’était mieux » traduit bien une réalité : de nombreux Français subissent aujourd’hui précarité, perte de pouvoir d’achat, sentiment d’injustice. Il faut le reconnaître et c’est pour cela que nous existons et travaillons à proposer des politiques de redistribution et d’investissement public pour reconstruire la confiance. Il faut réinvestir et redistribuer, pas développer la nostalgie rétrograde d’un passé révolu.

Or, le RN et les réactionnaires votent toujours contre les intérêts du progrès social. Ils votent contre l’augmentation du SMIC et des salaires, contre la transition écologique, contre le sauvetage des services publics.

“On peut plus rien dire !”

Nous défendons la liberté d’expression, un pilier fondamental d’une démocratie saine. Mais cette liberté s’arrête devant celle des autres. La loi sanctionne l’incitation à la haine, la diffamation, racisme et l’apologie de crimes. Il est nécessaire de protéger les libertés tout en protégeant les personnes victimes de discours haineux.

Dire « on peut plus rien dire » sert souvent à instrumentaliser la liberté pour justifier des propos discriminatoires. En tout cas tonton, bien sûr que l’on peut débattre, la démocratie vit des débats. Mais la liberté ne protège pas la haine : la loi fixe des limites pour protéger les personnes. Des institutions viennent aussi faire en sorte que toutes les sensibilités politiques puissent s’exprimer : c’est le rôle de l’Arcom.

On constate d’ailleurs que les médias qui soutiennent l’extrême-droite sont ceux qui ne respectent pas la liberté d’expression. La chaîne CNews par exemple surexpose la parole de la droite et de l’extrême-droite pendant la journée et ne donne la parole à la gauche que durant la nuit. Pourquoi ? Parce que cette chaîne appartient au milliardaire Bolloré qui est un soutien déclaré de Marine Le Pen et Jordan Bardella.

TRAVAIL

“Il n’y a plus de mérite !”

Ça n’a du sens que si tout le monde part avec les mêmes chances dans la vie... Or selon l’INSEE, l’origine sociale influence toujours fortement la réussite scolaire et professionnelle : les enfants de cadres sont 4 fois plus nombreux que ceux d’ouvriers à obtenir un diplôme supérieur.

Le rapport du Défenseur des droits sur les discriminations de 2023 montre que des millions de personnes subissent des barrières invisibles (origine, adresse, sexe, handicap).
Le vrai problème n’est pas « le manque de mérite », mais les inégalités d’accès à l’éducation, au logement, au transport, à la santé bref, tout ce qui permet de réussir.

“Tu fous rien t’as des aides, tu travailles tu payes plus d’impôts !”

Les fraudes aux prestations sociales sont 20 fois moins élevées que la fraude fiscale. La fraude sociale, c’est 6 milliards d’euros contre 100 milliards d’euros pour la fraude fiscale (selon la Cour des comptes). Ce mythe de ceux qui profitent est un gros décalage avec la réalité.

La majorité des aides sociales vont à des personnes qui travaillent mais sont en situation de précarité (CAF, Observatoire des inégalités). Les aides ne vont pas à des fainéants comme tu le dis tonton mais à des travailleurs qui sont pauvres parce que ils subissent par exemple des temps partiels subis. Pour un certain nombre, ce sont par exemple des femmes qui élèvent des enfants seules.

D’ailleurs, les impôts sont progressifs : plus tu gagnes, plus tu contribues. Le vrai sujet, ce sont les salaires trop bas et la stagnation du pouvoir d’achat. Si tu paies beaucoup d’impôts, c’est parce que les très riches (qui ont des millions d’euros) n’en paient pas assez.

“La gauche propose quoi à part dépenser l’argent des autres?”

Les programmes de gauche reposent sur l’investissement, pas la dépense : transition écologique (emplois verts, rénovation des logements), renforcement des services publics (hôpital, école, transports), revalorisation du travail (salaires, sécurisation de l’emploi), Chaque euro dépensé dans l’éducation, la santé ou le logement rapporte plus à long terme (OCDE, France Stratégie).

Une chose est sûre : ce n’est pas « l’argent des autres » : c’est un bien essentiel, celui que nous mettons en commun pour vivre dans un pays plus sûr, plus égalitaire et plus prospère.
Nous ne dépensons pas l’argent des autres : nous investissons dans l’humain, ce qui rapporte plus que les cadeaux fiscaux aux plus riches : c’est construire un pays qui tient debout.

“Macron il s’en sort pas si mal !”

C’est peut être la magie de Noël qui te joue des tours mais rêvons sur ce qu’il a fait ces dernières années : une montée de la pauvreté, une inflation qui a largement dépassé les salaires, et une explosion du recours aux associations alimentaires (Restos du Cœur, Secours populaire).

Le rapport du Défenseur des droits de 2022-2023 alerte sur un affaiblissement des services publics : hôpital, école, justice, transports. La réforme des retraites a été imposée sans vote, avec le 49.3, malgré une opposition de 70 % des Français (source IPSOS, Ifop).

Ses gouvernements (de quoi composer plusieurs équipes de foot) ont baissé massivement les impôts des entreprises et des plus riches (impôt sur la fortune, flat tax) sans résultats clairs sur l’investissement ou l’emploi.

Alors si “pas si mal”, c’est plus de pauvreté, plus d’inégalités et moins de services publics, alors oui, c’est un champion.

ÉCOLOGIE

“La France peut faire des efforts mais les plus pollueurs ne font rien !”

Tonton, si on attend que les milliardaires arrêtent la pollution en premier, on peut ouvrir une deuxième bouteille : on n’est pas couchés.

Il est vrai que les plus grands pollueurs mondiaux (Chine, États-Unis, grandes entreprises fossiles) ont un rôle énorme. Mais cela ne justifie pas l’inaction de la France : agir ici compte sur le plan moral, économique et diplomatique, et cela peut inspirer un effet domino. Les émissions par habitant françaises sont supérieures à la moyenne mondiale.

Tous les efforts sont essentiels dans l’architecture du changement climatique : des coalitions de pays, des accords internationaux (ex : COP), des régulations européennes peuvent contraindre les multinationales.

Donc oui, les gros pollueurs doivent changer mais si la France ne fait rien chez elle, si nous ne faisons rien à notre échelle, comment espérer pousser les puissants à bouger ? Notre action locale peut peser dans le monde.

“Arrêter centrales nucléaires et retourner au charbon comme en Allemagne ?”

Encore une affirmation fantasmagorique et loin d’être cohérente. On ne dit pas TOUT nucléaire ou TOUT charbon mais nous souhaitons une transition juste qui se destine à un mix bas-carbone tout en diminuant les énergies fossiles progressivement.
On sait que le renouvelable coûtera moins cher que de nouveaux réacteurs. Arrêter le nucléaire ne suppose pas automatiquement un retour au charbon. Alors Tonton, revenir au charbon parce que l’Allemagne l’a fait, c’est comme boire de la villageoise parce que ton voisin en boit : c’est pas un modèle, c’est un avertissement.

“C’est pas à mon échelle que ça va changer !”

Si, les petites actions ça compte…L’argument du “je suis trop petit pour changer quoi que ce soit” est compréhensible, mais surtout déresponsabilisant. Le système change grâce aux citoyens et grâce aux pressions collectives. Des études récentes en science sociale montrent que les comportements individuels, quand ils se multiplient, peuvent déclencher des basculements sociologiques : si les normes sociales changent, on peut être sûr que cela va permettre d’accélérer un changement.

“Le prix de l'électricité c’est de la folie !”

Eh oui tonton, c’est fou… surtout qu’on paye plus cher pour compenser les choix foireux des gouvernements, pas pour recharger ta guirlande de Noël. Les données du ministère de la Transition écologique montrent que le prix de l’électricité pour les ménages français a augmenté de 18,4 % en 2024. Une part non négligeable de cette hausse vient des coûts d’acheminement (réseau) et des surcoûts liés au fonctionnement des réseaux publics (tarif d’utilisation des réseaux publics d’électricité, TURPE).

D’ailleurs, cela risque d’augmenter encore et ce coût n’est pas juste un gaspillage : certains investissements sont nécessaires. RTE (gestionnaire du réseau électrique) prévoit des investissements massifs pour adapter le réseau (plus de lignes, modernisation, raccordement des renouvelables), ce qui est chère mais est indispensable pour une électricité décarbonée et fiable à long terme.

Le vrai problème, c’est que les gouvernements d’Emmanuel Macron ne se sont pas attaqués au vrai problème. Ils ont distribué des chèques dans l’urgence, ce qui était nécessaire. Mais c’est la structure du système qu’il faut faire évoluer. Pendant les élections européennes, nous avons proposé par exemple de réformer le système européen de l’électricité pour faire baisser le coût pour les ménages français.

“Avant on appelait ça du bon sens et pas de l’écologie.”

Ce bon sens d’avant est un bon point de départ pour rebondir : beaucoup d’actions écologiques sont en effet intuitives (ne pas gaspiller l’eau, réduire le déchet, isoler sa maison etc…).

Mais le bon sens seul ne suffit pas face à l’ampleur du changement climatique : il faut des politiques publiques solides, un cadre réglementaire et des investissements à grande échelle. C’est la structure entière du système qu’il faut changer. Parce que ce n’est pas nous qui choisissons d’emballer les laitues au supermarché avec du plastique.

Donc non Tonton, ce n’était pas mieux avant quand les usines n’avaient pas de contrainte pour répandre leurs déchets, on n’avait pas les antibiotiques, pas de chauffage dans nos foyers, la femme n’avait pas le droit de travailler sans l’accord de son mari, l’homosexualité était un crime etc. Maintenant on a les outils pour se mettre à l’échelle.

SÉCURITÉ

“L’insécurité a explosé ses dernières années !”

Ce sont les médias qui documentent et mettent en avant les délits et crimes. Avant, l’information circulait moins vite. On a l’impression que les crimes et délits augmentent largement alors que les chiffres disent l’inverse. Il y a une volonté d’insister sur les faits divers sordides pour faire planter ce sentiment.

Depuis 40 ans, il y a une vraie baisse de l’insécurité dans tous les domaines. Il y a une hausse toutefois effectivement depuis 2021, notamment due aux violences intrafamiliales qui sont plus signalées qu’avant.

En réalité, il n’y a pas plus d’insécurité, mais un durcissement de la loi qui fait entrer certaines pratiques dans les délits alors que ce n'était pas le cas avant. c’est le cas par exemple des agressions verbales/ attitude menaçante et agressions sans contact physique en général.

“On devrait remettre la peine de morts pour les meurtriers et les violeurs.”

Factuellement, la peine de mort n’endigue pas la criminalité. Par exemple aux USA, dans les Etats où la peine de mort est toujours d’actualité, il n’y a pas moins de crimes qu’ailleurs. La peine de mort pour l’exemple ne fonctionne pas.

Le coût d'emprisonnement moyen est de 32 000€ soit 288€ par jour par prisonnier. Il y a 85 000 détenus en France (chiffre au 1er octobre 2025). Plutôt que d’envoyer des gens en prison pour des délits mineurs, nous proposons des peines de réinsertion, qui font passer un signal dissuasif mais qui sont utiles.

Par ailleurs, dans certains quartiers carcéraux, les conditions de vie et d'hygiène sont déplorables. Le taux d’occupation est de 166%, c’est de l’asphyxie d’espace. Les détenus n’ont aujourd’hui pas une vie digne et le peu de conforts qu’ils ont (consoles/télévisions...) est acheté avec leur propre argent. Ils ne sont donc en rien favorisés. Il y a un vrai problème avec le système carcéral d’aujourd’hui, que la peine de mort ne résoudra pas du tout, au contraire.

“Il n’y a pas assez de policiers en France.”

Oui ! Le PS propose non seulement une augmentation du nombre de policiers mais aussi une valorisation des formations et des conditions de travail.

C’est la droite qui dévalorise la police ; la police nationale a perdu près de 7000 agents réels entre la fin de l’année 2007 et la fin de l’année 2012. Tout cela pendant le mandat de Nicolas Sarkozy ! C’est sous François Hollande que l’effectif évolue de nouveau avec la création de 10 000 postes.

“La gauche est molle face à l’insécurité.”

De réelles mesures concrètes existent dans les mairies de gauche. À Cherbourg-en-Cotentin par exemple, ville où le socialisme est implanté depuis presque un siècle, la ville est classée, 4ème la plus sûre de France avec une gestion équilibrée de la sécurité. La sécurité a même été une thématique centrale de travail de ces derniers mois chez les socialistes.

À l'inverse, à Nice, la ville la plus sécurisée de France, il n’y a pas de baisse de la délinquance. La réalité, c’est que des caméras ne protègent personne sur le terrain. Ce que nous défendons à gauche, c’est des policiers sur le terrain et là pour aider les gens. Pas des robocops surarmés qui ne changent rien au quotidien.

JEUNESSE

“Les jeunes ne veulent plus travailler. Vous changez de travail dès que vous êtes pas contents !”

Notre génération n’accepte plus les mauvaises conditions de travail. Les jeunes veulent travailler MAIS dans des conditions dignes. Parmi tous les jeunes qui font des études, en 2021 40% travaillent pour financer leurs études donc double charge de travail. Donc il faut arrêter de dire que les jeunes ne veulent plus travailler alors qu’ils ne font que ça.

Le vrai problème est l’insertion dans le monde du travail qui n’est pas ouverte aux jeunes donc naît une nécessité de changer de travail/ de se reconvertir. L’embauche est bien plus dure aujourd’hui qu’il y a 20 ans. Les salaires sont aussi bien plus faibles et les perspectives de carrière sont moins bonnes. Les changements de travail sont plus fréquents aujourd’hui aussi car chez les jeunes, il y a beaucoup de contrats précaires. La précarité du travail est multipliée par 2 en 40 ans et la moitié des jeunes sont en CDD.

Tout ceci n’est pas du fait des jeunes mais favorise le changement fréquent de travail, précisément pour pouvoir travailler. Et oui tonton, quand on veut recruter mais que l'on demande deux ans d’expériences c’est compliqué.

“On peut plus rien dire sans se faire incendier !”

C’est faux puisque vous vous sentez à l’aise de dire pour qui vous votez. Avant, le vote FN était un tabou, les remarques racistes sur les plateaux TV aussi, ce n’est plus le cas aujourd’hui. Il faut distinguer l’opinion du délit. La liberté d’expression ne s’applique que dans le cadre de la loi. Rappel : le racisme, l’homophonie, l’antisémitisme et les discriminations en générales sont des délits et donc effectivement punis.

“N’importe quoi ces histoires de genre !”

Laissons les gens être en paix avec eux mêmes. Il n’est pas question ici d’opinion de personnes non concernées mais de la liberté de s’assumer et d'être qui l’on est sans risquer des moqueries ou des agressions. Que certains puissent vivre comme ils le souhaitent, cela n’embête personne.

En 2020 il y eu 400 personnes en France qui on fait une transition de genre donc c’est anecdotique. Seulement 10 CHU le font en France donc on est loin de la démocratisation. Non seulement il faut se battre contre la transphobie mais c’est une question de santé publique d’aider les personnes concernées.

EUROPE

“Le vrai problème c’est l’Europe.”

Grâce à l'Europe, nous vivons en paix depuis plus de 80 ans, ce qui n’a jamais été le cas auparavant. C’est une aide pour le développement conjoint et la prospérité de nos pays. L’UE est jeune et chaque crise qu’elle a traversé l’a renforcée (par exemple pendant le Covid). L’Europe se mobilise et coordonne des actions sur 27 Etats membres pour apporter constamment des solutions. L’Union européenne a également porté la création de programme d’échange, Erasmus (du collège à l’université). 16 millions d’étudiants ont participé à Erasmus depuis le début du programme. L’Europe permet de consommer mieux et de voyager plus facilement. C’est une amélioration quotidienne de nos conditions de vie.

“C’est Ursula von der Leyen qui dirige la France !”

La France est souveraine, comme le sont tous les Etats membres de l’UE. L’union renforce la coopération entre les Etats favorisant leur développement donc leur puissance donc leur souveraineté, c’est cercle vertueux. La souveraineté (être en capacité de décider) n’est pas le souverainisme (décider seul). Ce serait largement délétère pour la France de se trouver seule. D’ailleurs le droit européen n’est pas supérieur au droit français. Certains Etats membres ont accepté que le droit européen prime sur leur droit national mais ce n'est pas le cas en France. Ici, le droit européen ne prime pas sur la constitution. La France est souveraine et l’est d’autant plus qu’elle est un pilier de l’Union européenne, la première puissance économique mondiale.

“On donne des milliards à l’Ukraine.”

Non, on dépense pour l’armée française qui participe à la défense collective de l’OTAN. On ne peut pas accepter l’attaque russe qui menace l’Europe et par extension l’OTAN. Il en va de la paix en Europe et de notre sécurité. Cette guerre ne s'arrête pas à l’Ukraine, la Russie nous attaque déjà via plusieurs milliers de cyberattaques entre 2024 et 2025. La Russie est une menace concrète et il est important de ne pas la laisser s’intensifier.

“La France donne trop aux autres pays et ne reçoit pas assez.”

C’est faux ! La France est certes un contributeur net important au budget de l’UE avec 25 milliards d’euros par an mais tire profit de l’UE :

- offre un marché de 500 millions personnes
- coopérations industrielles favorisées (donc moins coûteuse pour la France)

Le gain pour l’économie française est mesuré à 124 milliards d’euros par an.

INTERNATIONAL

“Trump est un bon président des Etats-Unis”

Trump est un maître de la communication, comme le sont les leaders d'extrême droite. Parce que les médias et réseaux sociaux les favorisent et leur donnent du crédit mais aussi car leur argumentaire est démagogique et populiste.
On a envie de croire en leur discours et de les suivre.

En réalité, la présidence de Trump est délétère pour les relations entre la France et les Etats-Unis, confère les droits de douanes qui ont augmentés rendant l’export sur le marché étatsunien plus compliqué.

Sur son propre territoire, Trump c’est le délaissement total des plus pauvres, des plus fragiles au profit des ultras riches, promouvant ainsi un modèle de société ultra productiviste et ultra normé.
Aujourd’hui le pays de “la liberté” brûle des livres et interdit la recherche universitaire sur des thèmes qui ne plaisent pas au pouvoir en place.

“Soutenir Gaza c’est soutenir les terroristes !”

La population palestinienne est elle-même en rejet du Hamas, qui a conscience que leurs actions terroristes ne les aide pas à vivre mieux et en paix, au contraire. Le PS condamne fermement et inconditionnellement les attaques du 7 octobre. L’escalade de la haine et la guerre entre les peuples sont contraires à l’ADN du Parti, notre seule revendication est la paix pour tous.

“Israël a le droit de se défendre !”

Oui et le PS n’a jamais remis en question le droit des pays de se défendre. Israël, au même titre que tous les pays, a le droit de se défendre. En revanche, un pays doit se défendre dans le respect strict du droit international, ce qui n’est pas le cas ici. Il y a plus de 100 000 morts palestiniens depuis l'an 2000, dans une volonté de détruire la population y compris les civils et les enfants, ceci dépasse le cadre de la défense. Faire un génocide, ce n’est pas juste “se défendre”.

LES Jeunes socialistes

www.LesJeunes-Soc.fr

@LesJeunesSoc